n'est pas éloigné où ces deux comtés seront sillonnés de chemins de fer.

Si on n'a pas de plaintes plus sérieuses à formuler contre ce gouvernement que de dire que nous avons élevé les droits sur le tabac, je pourrai démontrer, non seulement dans cette partie du Dominion, mais partout ailleurs, que la condition du peuple s'est améliorée, que les salaires des classes ouvrières sont plus élevés que les signes de progrès sont partout évidents, et tout cela compensera au centuple l'augmentation de droits en question. Mais ces honorables messieurs de la gauche nous ont épargné la peine de répondre à cette accusation. Il y a à peine quelques jours ils ont soumis une résolution pour demander que les droits sur le tabac fussent augmentés. Après que ces honorables messieurs enrent blâmé ce gouvernement pour sa politique sur la question du tabac, et après qu'ils l'eurent aimé pour avoir augmenté les droits, l'honorable député de Jacques-Cartier a présenté une motion déclarant que la protection que nous accordons au tabac canadien n'était pas suffisante, et que les droits sur le tabac étranger devaient être augmentés.

M. F. D. MONK : Voilà la seconde fois que mon honorable ami a mal interprété mes paroles. J'ai demandé l'année dernière un crédit pour l'envoi d'une expédition au pôle Nord, et en même temps je me suis déclaré en faveur de la réduction du crédit de \$1,000,000, affecté à l'importation en ce pays d'immigrants inutiles, quand ils ne deviennent pas une source de danger en propageant diverses maladies. En second lieu, j'ai demandé de modifier les droits sur le tabac. Je m suis déclaré en faveur d'une augmentation des droits de douane, et d'une diminution des droits d'accise, ce qui ne ferait que déplacer la taxe et développerait une industrie domestique. Mais mon honorable ami n'envisage pas le patriotisme de cette manière.

L'honorable M. FIELDING : Je ne crois pas que mon honorable ami incarne en lui le patriotisme, ni que ce soit comme patriote que le considèrent ses propres partisans. Mais il m'est bien inutile d'engager une discussion sur ce point, et je me contenterai d'accepter sa déclaration qu'il s'est déclaré en faveur d'une augmentation des droits de douane sur le tabac.

M. MONK : Et d'une diminution des droits d'accise.

L'honorable M. FIELDING : Ce ne sont pas les droits d'accise sur le produit indigène que ces honorables messieurs ont dénoncé dans les provinces maritimes, mais l'augmentation des droits sur le tabac étranger. Et mon honorable ami a demandé une augmentation de ces droits.

M. MONK : Et une réduction des droits d'accise.

L'honorable M. FIELDING : Parfaitement. Mais ce n'est pas là ce qui est en ce moment en discussion. Nos pécheurs ne se préoccupent pas des droits d'accise. Quand ces honorables messieurs de la droite se rendent dans les provinces maritimes pour y dénoncer le gouvernement sur la question du tabac, ce dont ils se plaignent c'est de l'augmentation des droits de douane. Cela ne nous sert pas toujours à grand'chose d'être en mesure de pouvoir démontrer que nous sommes présentement à édifier une grande industrie canadienne, et que nous produisons aujourd'hui de bien meilleur tabac qu'autrefois. Ces honorables messieurs ne veulent pas nous donner le moindre crédit pour nos efforts, mais se plaignent que nous ayons augmenté les droits de douane. Nous conseillons aux fumeurs d'acheter du tabac canadien, et nous sommes heureux de voir que beaucoup de gens suivent notre conseil. Mais il en est encore un bon nombre qui n'aiment pas le tabac canadien, et de là les plaintes au sujet de l'augmentation des droits sur le produit étranger.

M. MONK : Je demande que les droits d'accise soient abaissés, afin que le tabac canadien puisse se vendre à meilleur marché.

L'honorable M. FIELDING : Je ne m'oppose pas à ce qu'on donne tout l'encouragement possible à l'industrie du tabac canadien. Cette industrie aura plus d'encouragement de ce gouvernement qu'elle n'en a reçu de nos prédécesseurs, et l'industrie du tabac canadien se développe maintenant plus que jamais.

Quand nos adversaires étaient au pouvoir, le pays faisait peu de progrès.

Les membres de la gauche se plaignent des impôts, mais toute leur politique ne consiste-t-elle pas à augmenter le fardeau qui, à ce point de vue, pèse sur le pays ? N'est-ce pas là leur programme, quand ils proposent un tarif de protection plus élevé ? Peut-il se trouver quelqu'un d'assez stupide pour nier qu'un tarif plus élevé signifie des impôts plus considérables ? Cette politique peut vouloir dire un impôt plus élevé et des revenus plus considérables, ou bien des impôts plus élevés non pas en vue d'un revenu plus considérable, mais pour l'avantage des patrons. Dans l'un comme dans l'autre cas, elle représente une augmentation d'impôt. Comment vos adversaires peuvent-ils nous reprocher d'augmenter les taxes, en face de toutes ces circonstances, voilà ce que je ne puis comprendre.

En discutant la question des dépenses, mon honorable ami a parlé de l'augmentation du coût du dénombrement de la population. Eh bien, ce sujet a été déjà discuté sous toutes ses faces, et je ne crois pas qu'il serait sage de perdre notre temps à l'examiner longuement. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Fisher), qui a la direction de ce département, a traité pleinement cette matière; il a démontré comment le dernier dé-